

<https://www.pressegauche.org/Consultation-de-la-FSE-CSQ-sur-le-conge-des-Fetes-Les-profs-ne-veulent-pas>



Consultation de la FSE-CSQ sur le congé des Fêtes - Les profs ne veulent pas perdre contact avec les élèves



- Communiqués -
Date de mise en ligne : jeudi 19 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 19 nov. 2020 - Ce sont finalement près de 18 000 enseignantes et enseignants de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) qui ont répondu à la consultation menée par ses syndicats affiliés au sujet de la prolongation du congé des Fêtes. Même s'ils sont épuisés par cette année exceptionnellement exigeante et qu'ils ont besoin de souffler, la tendance exprimée est claire : les enseignantes et enseignants ne veulent pas perdre contact avec leurs élèves durant une période des Fêtes qui serait prolongée.

On se rappellera que le premier ministre a lancé cette idée sur la place publique sans avoir préalablement consulté les organisations du milieu scolaire. S'il s'était donné la peine de consulter la FSE-CSQ, il aurait su que :

Pour la FSE-CSQ, l'État doit s'appuyer sur les données et les recommandations de la Santé publique, puisque l'objectif doit d'abord être celui de préserver le système de santé québécois, puis de préserver la santé physique et mentale des élèves et du personnel, de même que la réussite scolaire.

Les enseignantes et enseignants de la FSE-CSQ indiquent que :

- ▶ Si prolonger de deux semaines le congé des Fêtes est jugé nécessaire par la Santé publique, les enseignantes et enseignants sont majoritairement en faveur de faire de l'enseignement à distance pour une partie de cette période, ou encore de garder le lien avec les élèves si les outils ne sont pas disponibles pour toutes et tous. Ils estiment que les retards d'apprentissage sont plus importants cette année et qu'un arrêt d'un mois pourrait avoir des conséquences négatives sur les élèves. Les enseignantes et enseignants rappellent que, dans le contexte, ils s'y sont préparés depuis le début de l'année.
- ▶ Si la Santé publique juge nécessaire de confiner les enfants pour des raisons de santé, les enseignantes et enseignants du primaire ne comprennent pas qu'en toute incohérence, les services de garde soient ouverts ; dans cette éventualité, ils préféreraient alors enseigner à leurs élèves en présence physique.
- ▶ De l'avis des enseignantes et enseignants, cette décision ne devrait s'appliquer que pour les zones rouges. Ainsi, plusieurs déplorent que le gouvernement envisage de prendre une décision « mur à mur » et qu'il ne tienne pas compte des spécificités régionales (couleur de la zone) et de secteur (préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle et formation générale des adultes).
- ▶ Plusieurs enseignantes et enseignants déplorent cependant que les outils informatiques ne soient pas encore disponibles pour tous ceux et celles qui en auraient besoin.
- ▶ Bien que partagés devant les différents aménagements du calendrier, les enseignantes et enseignants favorisent l'option de prolonger la pause de deux semaines après les Fêtes si le gouvernement allait en ce sens, dans le but, notamment, de permettre une quarantaine avant le retour physique en classe.
- ▶ Les enseignantes et enseignants de la formation professionnelle estiment que la présence au centre est nécessaire pour permettre les apprentissages en atelier.
- ▶ Le personnel enseignant de la formation générale des adultes craint le risque de décrochage en l'absence des outils numériques essentiels pour les élèves. Il favorise donc la poursuite des cours en présence physique.

- ▶ Les enseignantes et enseignants rappellent que les bulletins doivent être préparés pour le 22 janvier, selon la date de fin d'étape modifiée par le gouvernement lui-même dans l'Instruction annuelle publiée la semaine dernière. Ils soulignent d'ailleurs l'incohérence de cette nouvelle disposition avec l'idée de prolonger la période des Fêtes et aimeraient que cette date soit alors repoussée. Ils ont exprimé leur inquiétude selon laquelle cette étape ainsi raccourcie, comptant pourtant pour 50 % de l'année, allait représenter un défi pour les élèves en difficulté qui sont en rattrapage depuis septembre.
- ▶ Les enseignantes et enseignants déplorent la façon de travailler du gouvernement, c'est-à-dire de voltefaces en surprises annoncées en conférence de presse.
- ▶ Plusieurs ont clairement signifié ne pas apprécier ce débat tenu en l'absence de consultation et qui laisse l'impression qu'ils ne veulent pas travailler, ce qui n'est pas le cas, même si tout le monde est épuisé de tenir l'école à bout de bras en cette année particulièrement difficile.

Plusieurs autres idées ont été suggérées dans cette consultation, tout comme de nombreux obstacles y ont été soulevés. Notons que les syndicats de la FSE-CSQ qui ont consulté leurs membres entre le 13 et le 18 novembre n'ont pas tous utilisé le même questionnaire. Les données ont été rendues publiques pour alimenter la prise de décision.

« Les enseignants consultés en avaient long à dire. Même s'ils ressentent le poids de la fatigue et de la surcharge de cette année hors norme, ceux qui font l'école tous les jours sont inquiets des retards plus marqués chez certains élèves, et ils ne veulent surtout pas que les écarts augmentent. Plusieurs enseignants restent avec l'impression que le gouvernement ne priorise pas l'éducation et les besoins des intervenants du milieu dans sa prise de décision. Ce débat divisif contribue à ternir injustement et de manière inacceptable l'image des enseignants alors qu'ils demandent justement d'avoir plus de mesures pour faire leur travail en toute sécurité et avec efficacité », a souligné Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ. « Il faut faire confiance au personnel de l'éducation qui connaît bien les besoins du terrain et qui peut prendre des décisions éclairées en équipe-école, et ce, en tout respect de l'expertise et de l'autonomie professionnelle des enseignants », a-t-elle conclu.